

## La Turquie et le système *S-400*: les missiles russes de la discorde

### Turkey and the S-400 system: Russian missiles of discord

**LACEB Ferhat**

Université de Tizi Ouzou (Algérie)

[ferhat.laceb@ummto.dz](mailto:ferhat.laceb@ummto.dz)

**Date de réception :** 09/06/2024 ;

**Date d'acceptation :** 24/06/2024

#### **Résumé :**

Cet article résume les éléments essentiels pour une réflexion argumentée sur la question relative à la transaction turque pour l'acquisition du système de défense anti-aérienne russe *S-400*. Cet article met également en exergue les effets des négociations turques au niveau international pour expliquer la complexité de cette démarche et dissiper le brouillard qui entoure cette affaire.

#### **Mots-clés :**

Turquie ; *S-400* ; Armement ; Russie ; Militaire.

#### **Abstract:**

This article summarizes the essential elements for a reasoned reflection on the issue of the Turkish deal to acquire the Russian *S-400* air defense system. This article also highlights the effects of Turkish negotiations at the international level in order to explain the complexity of this process and dispel the fog surrounding this deal.

#### **Keywords:**

Turkey; *S-400*; Armament; Russia; Military.

---

\* Auteur correspondant

## Introduction

Le S-400 *Trioumf* (*Triomphe* en français, *Triumf* en anglais), version sophistiquée du S-300, est un système de défense anti-aérienne et anti-missile russe mobile à longue portée. Il est considéré comme le système le plus performant dans son genre. Il peut être pourvu de missiles à courte, moyenne et longue portée, en fonction de la cible et de la distance. Depuis son apparition sur le marché des armes, il est devenu très demandé et plusieurs pays ont fait commande, dont la Chine et l'Inde (2018). Bravant ainsi l'opposition très vive des États-Unis et s'exposant à de graves sanctions, la Turquie a, elle aussi, acheté ce système. La transaction a été confirmée par Erdogan lui-même dans un discours prononcé en 2019. Le président turc a justifié cette acquisition par le refus des États-Unis de lui livrer des systèmes américains, notamment par l'Administration du président Barack Obama, malgré les demandes turques maintes fois réitérées. La Turquie a passé outre les menaces américaines, et les premiers S-400 lui ont été livrés dès juillet 2019. De ce fait, quel problème pose la possession d'un système anti-aérien et anti-missile russe par un pays membre de l'Otan ? Quelles seront les conséquences d'un tel acte ?

### 1- Les États-Unis ignorent les sollicitations turques

La Turquie est le seul membre de l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique nord) situé au Moyen-Orient, région stratégique où les États-Unis sont intervenus plusieurs fois. Il est donc de première importance de lui fournir un système de défense anti-aérienne et anti-missile.

Depuis l'invasion irakienne du Koweït et la guerre du Golfe qui a suivi au début des années 1990, et compte tenu de son rôle dans son soutien aux forces américaines dans la guerre, la Turquie a d'abord sollicité l'Otan afin de la fournir en systèmes de défense anti-aériennes. Elle craignait justement d'éventuelles frappes de représailles de Saddam Hussein. Il faut souligner que les États-Unis ont toujours opposé une fin de non-recevoir aux demandes turques.

Les États-Unis et l'Otan vont se contenter de répondre aux demandes turques par un déploiement de leur système *Patriot* uniquement au moment des crises dans la région, comme en 2013 lors des combats en Syrie où quelques pays membres de l'Otan ont déployé des missiles *Patriot*.

La Turquie s'interroge donc sur l'existence d'un réel engagement de l'Amérique et de l'Otan envers ses intérêts sécuritaires surtout quand elle constate que d'autres États membres de l'Otan non confrontés à une menace directe et réelle, comme l'Espagne et les

Pays-Bas, possèdent des missiles *Patriot* et qu'elle est située pourtant dans une région turbulente ravagée par la guerre, n'en possède pas.

Les relations américano-turques vont se tendre davantage lorsque les États-Unis annoncent le retour en Allemagne des missiles *Patriot* déployés en Turquie en 2013 dans le cadre de la mission de l'Otan. Les autres membres de l'Otan retirent à leur tour tous leurs missiles *Patriot* déployés en Turquie, le long de la frontière avec la Syrie.

Pendant toute la période s'étalant de la guerre d'Irak de 2003 à celle en Syrie (2011), les Turcs auront plusieurs fois l'occasion de vérifier le manque flagrant de solidarité de la part des Américains envers leurs enjeux de sécurité prioritaires. Même en promettant que jamais ils n'intégreraient les *S-400* dans le système otanien ni qu'ils ne les activeraient dans des zones survolées par les avions alliés, les Turcs assurent que l'acquisition du système russe ne sera utilisé que pour se défendre contre les effets d'instabilité régionale. (Facon, 2022, p. 122)

## **2- Guerre en Syrie : la Turquie est captivée par les missiles S-400**

En 2015, La Russie va accourir au secours de son allié assiégé, le président syrien Bachar el- Assad. Des divergences éclatent entre les États-Unis et la Turquie sur la manière de traiter ce que tous deux qualifient d'ingérence russe. Ces divergences empirent quand les États-Unis commencent à collaborer avec des militants kurdes syriens le long de la frontière syro-turque pour combattre l'État islamique.

Cette situation a donc contraint la Turquie à changer de stratégie politique en coopérant avec la Russie. Pour Poutine, cette alliance consiste à réduire le coût de la guerre en Syrie, à réorganiser la situation plus rapidement pour consolider sa victoire syrienne, à marginaliser les Iraniens et surtout à gagner l'amitié de la Turquie avec son emplacement stratégique important et son rôle de deuxième armée en effectif de l'Otan.

Et concernant la Turquie, coopérer avec la Russie, c'est réduire ses pertes et celles de ses alliés en Syrie, assurer la sécurité de ses frontières et obtenir une bonne place à la table des négociations sur la crise syrienne. De fait, elle obtient le deuxième siège dans les négociations, surpassant l'Iran, largement marginalisé.

Le 24 novembre 2015, l'état-major général russe prend la décision de déployer des missiles sol-air *S-400* sur la base militaire de Hmeimim, ainsi que des systèmes anti-aériens sophistiqués en renfort près de la province de Lattaquié, située dans le nord-ouest de la Syrie. Désormais les bombardiers russes voleront sous la protection de ses propres chasseurs. Le déploiement des missiles *S-400* a pour objectif de couvrir l'ensemble de la

Syrie et avoir ainsi un contrôle total de l'espace aérien par Moscou, ses radars étant capables d'atteindre simultanément trois-cents cibles.

Tous les composants du système de défense aérienne déployé, y compris les unités *Pantsir-F*, à courte portée et *S-400*, à longue portée, sont restés en service régulier. Comme l'a déclaré Vladimir Poutine : « Nous avons créé avec la partie américaine un mécanisme efficace pour prévenir les incidents aériens, mais tous nos partenaires ont été avertis que nos systèmes de défense aérienne seront utilisés contre toute cible que nous jugerons menaçante pour le personnel des services russes. Je tiens à souligner - toute cible ». (Vasiliev, 2020, p. 499)

En Syrie, l'existence de facto de zones d'exclusion aériennes a déjà été établie. Dans une telle zone, les avions occidentaux risquent d'être abattus à tout moment une fois qu'ils s'aventurent dans la portée opérationnelle du *S-400*, et juste à côté de lui, il y a le *Pantsir*. Les systèmes de défense anti-aériennes russes ont des tâches différentes, le rôle du *S-400* est d'abattre tout ce qui est éloigné et lorsque le *S-400* laisse passer quelque chose, le *Pantsir* entre en jeu.

Par prudence et par crainte d'une réplique russe, Ankara suspend ses vols au-dessus de la Syrie, dans le cadre de son partenariat dans les frappes aériennes avec les États-Unis contre *Daech* (État islamique). La Turquie décide alors d'éviter le risque qu'un de ses appareils ne soit abattu par les systèmes de missiles anti-aériens *S-300* et *S-400* déployés en Syrie. (Lombardi, 2020, p. 60)

Les performances de l'armée russe en Syrie (Déploiement rapide sur un théâtre extérieur, tirs de missiles à partir de sous-marins dans la mer Caspienne, forces aériennes efficaces et réduites à une quarantaine d'appareils, missiles d'interdiction aérienne *S-400*) vont sidérer les observateurs militaires les plus aguerris. (Gliniasty, 2022, p. 128)

Comme l'admettent même les experts militaires russes critiques du Kremlin, le *S-400* est très probablement le meilleur système de défense anti-aérienne au monde. Le *S-400* est pris très au sérieux par l'Occident. Cependant lors du sommet de l'Otan à Varsovie en 2016, une déclaration a été faite selon laquelle les zones d'exclusion aériennes établies par le *S-400* ne seraient plus tolérées. (Turner, 2016, p. 41)

À plusieurs reprises, les dirigeants occidentaux ont appelé à l'imposition de zones d'exclusion aériennes en Syrie pour protéger l'opposition et la population des attaques aériennes du régime, mais rien n'en est sorti. Cela était en partie dû au fait qu'imposer une

zone d'exclusion aérienne impliquait une confrontation militaire directe avec le régime syrien, ce qu'aucun pays occidental n'avait l'intention de faire (et après septembre 2015, cela aurait également impliqué une confrontation militaire avec la Russie). (Dam, 2017, p. 105)

### **3-Le coup d'État en Turquie de 2016 : un tournant dans les relations russo-turques**

En juillet 2016, des éléments de l'armée turque ont tenté de renverser le gouvernement turc et Ankara a déclaré que le coup d'État avait été organisé par un groupe affilié au religieux turc Fethullah Gulen, qui vit en exil aux États-Unis.

La réaction russe de condamner le coup d'État a été plus claire et plus rapide que celle de l'Occident, dont la position ressemblait à un soutien non déclaré aux putschistes. Ce facteur a accru la perte de confiance dans l'Otan et la méfiance croissante de la Turquie envers les États-Unis en raison de ses relations avec les Kurdes syriens et de son rôle présumé dans le coup d'État, et cela a amené les relations américano-turques à un niveau historiquement bas.

Le soutien immédiat de Poutine à Erdogan lors de la tentative de coup d'État en juillet 2016 va sceller leur rapprochement. L'assassinat de l'ambassadeur russe à Ankara en décembre 2016 ne va pas ralentir cette proximité. La livraison de missiles *S-400*, la mise en service de la centrale nucléaire d'*Akkuyu* vendue par les Russes et l'achèvement du gazoduc *Turkish Stream* reliant la Russie à la Turquie, vont davantage le consolider. (Gliniasty, 2022, p. 174)

Le commerce circule librement et les touristes russes affluent sur la côte méditerranéenne de la Turquie comme ils le faisaient depuis des années. Pendant ce temps, les missiles *S-400* de fabrication russe livrés à Ankara provoquent une crise dans les relations tendues avec les États-Unis. De plus en plus éloigné de l'Occident, le gouvernement turc ira jusqu'à rejeter toutes les sanctions contre la Russie. (DimitarBechev, Popescu, & Secrieru, 2021, p. 85)

La politique des États-Unis a fait quant à elle, l'objet de critiques sévères. Les médias pro-AKP (Parti de la justice et du développement) tiennent l'Amérique pour responsable d'avoir fomenté le renversement d'Erdogan, soutenu les ennemis de la Turquie et même déstabilisé l'économie. Mais tout cela ne va pas empêcher le président turc de nouer une relation avec le nouvel homme fort de la Maison-Blanche, Donald Trump. (DimitarBechev, Popescu, & Secrieru, 2021, p. 88)

Cependant, c'est dans ce contexte explosif qu'Erdogan, tendant la main à Moscou, annonce, à la consternation des États-Unis et de l'Otan qu'il allait acheter le système de défense anti-aérien *S-400* de fabrication russe. Le Congrès américain se réunit d'urgence et appelle à sanctionner la Turquie si Ankara maintient sa décision d'acheter ce système. (Cagaptay, 2020, p. 147)

Parallèlement et poursuivant sa stratégie, Poutine cherche à provoquer la rupture entre les États-Unis et la Turquie. En conséquence, il encourage à plusieurs reprises Ankara à acheter le système *S-400* parce qu'il est persuadé que si la Turquie l'achetait, le Congrès américain sanctionnerait sans aucun doute Ankara. (Cagaptay, 2020, p. 153)

#### **4- La transaction relative au système *S-400* : une affaire avantageuse pour la Turquie**

En 2017, Moscou et Ankara signent un contrat portant sur la livraison de quatre batteries de systèmes *S-400* d'une valeur de 2,5 milliards de dollars. La Russie ira jusqu'à consentir des prêts couvrant 55 % de la somme totale (DimitarBechev, Popescu, & Secieru, 2021, p. 50). Ce contrat est la conséquence logique de la tentative de coup d'État turc de 2016 contre le président Erdogan et de la détérioration des relations entre les États-Unis et la Turquie

La décision de la Turquie en faveur des systèmes russes s'explique par la nécessité urgente d'acquérir un système anti-aérien à long rayon d'action, dont la production n'est pas encore à la portée de l'industrie d'armement nationale et dont l'absence dans ses forces armées est ressentie comme un manque capacitaire très dommageable.

Au-delà du deal classique, l'intérêt suscité pour le *S-400* affiche l'évolution de la position de Moscou au Moyen-Orient depuis la décision d'intervenir en Syrie. Le *S-400* est plus qu'un simple appareil sophistiqué. Dans la plupart des cas, prendre une décision d'achat nécessite d'établir une relation stratégique à long terme entre le fournisseur russe et le client. (DeTanguy, 2019, p. 201)

Pendant ce temps, le contrat d'armement a fait écho dans le monde de l'industrie d'armement. À cet effet, il est important de mettre en relief, que ce contrat inclut une notion de protection à l'égard d'éventuelles sanctions américaines, relatives aux transactions en lien avec l'industrie de défense russe. Et principalement en raison du caractère stratégique du système en question, cette opération ébranle le consensus interne de l'Alliance atlantique, actuellement présenté dans tous les documents stratégiques russes comme une source majeure de menaces et de dangers pour la sécurité de la Russie. (Facon, 2022, p. 122)

Pour cette raison, au lendemain de la signature du contrat *S-400*, certains experts russes ont déclaré dans un projet commun dans le domaine militaire la nécessité d'établir une coopération à long terme et assurer un changement géopolitique continu grâce à la coopération. Instaurer la confiance en élargissant les liens avec d'autres domaines au-delà de la simple vente d'armes : échange de cadres, programmes conjoints dans des laboratoires techniques, exercices conjoints et formation interarmées. (Facon, 2022, p. 122)

## 5-Les réactions de l'Otan et des États-Unis

Le dossier des missiles *S-400* russes, dont la livraison de plusieurs éléments a commencé le 12 juillet 2019, illustre le rapport contrarié d'Ankara avec les puissances occidentales.

### 5.1- La réplique de l'Otan

Il est exact que ces armes sont incompatibles avec les normes de l'Otan, car permettant hypothétiquement d'accéder à certains des systèmes codés de cette dernière. Pour autant, on ne peut considérer que la Turquie s'inscrit dans une logique de rupture, et elle a parfaitement conscience qu'aucun État, ou groupe d'États, n'est à même de lui procurer l'équivalent en termes d'assurance sécurité que celle fournie par l'Alliance atlantique. Restera à analyser si le début d'activation effective des *S-400* modifiera la donne à l'avenir, ce qui n'est toujours pas le cas après le début de leur déploiement. (Billion, 2021, p. 134)

L'Otan a fait valoir sa position en arguant qu'afin d'améliorer la conduite des opérations, l'accent a été mis sur la standardisation des armes utilisées par les pays de l'Otan. Bien que cela ne soit pas obligatoire, des éléments tels que les munitions, les communications, le marquage des cartes et les classifications ont été standardisées. En cas de conflit, le partage des informations, des données et de la planification devient beaucoup plus difficile avec des équipements militaires qui ne s'intègrent pas et ne communiquent pas avec le reste.

Par conséquent, la vente du *S-400* à l'armée turque n'a été touchée que par la volonté explicite des deux parties de la concrétiser le plus rapidement possible. Le président Erdogan a résisté à de fortes pressions des alliés de l'Otan hostiles à cette opération jugée incompatible avec la sécurité et la cohésion de l'Alliance. Le groupe *Almaz-Antei* (grande entreprise du complexe militaro-industriel russe), de son côté, mettait tout en œuvre pour la réaliser avant la date prévue, selon la demande de la Turquie. Ainsi, la livraison a commencé en juillet 2019 au lieu de mars 2020. (Facon, 2022, p. 120)

Néanmoins, pour apaiser les tensions, le secrétaire général de l'Otan n'a pas hésité à prononcer un véritable plaidoyer en faveur d'Ankara lors de l'ouverture de l'*Aspen Security Forum* dans le Colorado le 17 juillet 2019: « Le rôle de la Turquie au sein de l'Otan est



beaucoup plus large que celui du S-400 », a-t-il déclaré au public, cinq jours après le déploiement du S-400 sur le sol turc. (Billion, 2021, p. 134)

À vrai dire, de nombreux analystes affirment que l'achat récent par la Turquie du système de missiles S-400 à la Russie a remis en question l'avenir des relations entre la Turquie et l'Otan. Cette acquisition va provoquer sans doute des répercussions négatives sur la Turquie, généralement considérée comme le symbole le plus important de l'alignement géopolitique sur l'Occident. (Harunoğlu, Sever, & Erşen, 2021, p. 16)

## 5.2- La réplique des États-Unis

La première cargaison de missiles russes S-400 est arrivée à Ankara en juillet 2019, malgré les avertissements répétés des États-Unis concernant d'éventuelles sanctions contre la Turquie. De tels développements indiquent qu'Ankara considère Moscou comme un partenaire non négligeable en matière de politique étrangère, surtout à un moment où ses relations avec les États-Unis et l'Union européenne se compliquaient depuis quelques années. (Harunoğlu, Sever, & Erşen, 2021, p. 133)

Lorsque la Turquie a décidé de poursuivre ses négociations avec Moscou pour l'achat du système de missiles S-400, les dirigeants américains ont commencé à s'inquiéter davantage des répercussions d'un éventuel accord turco-russe sur les engagements de la Turquie en matière de capacités de défense de l'Otan. La question du S-400 a été l'un des principaux points à l'ordre du jour de la rencontre Erdogan-Trump qui s'est tenue à Osaka en juillet 2019, en marge du sommet du G-20. (Harunoğlu, Sever, & Erşen, 2021, p. 88)

En octobre 2019, Donald Trump a annoncé le retrait des États-Unis du nord-est de la Syrie, où les forces spéciales américaines soutenaient les troupes kurdes. Depuis lors, Poutine espère que le Premier ministre Erdogan franchira la frontière syrienne et expulsera les Kurdes du PYD (Parti de l'union démocratique) de la région. En échange il a obtenu des Turcs, l'arrêt du soutien des insurgés à Idlib, comme ce fut déjà le cas durant tous les sièges de l'armée syrienne, à Alep et Homs. De plus, devant les protestations et les condamnations occidentales, Erdogan a décidé de confirmer ses achats de S-400 russes. (Lombardi, 2020, p. 73)

Ce retrait a ainsi permis l'opération dite du *Printemps de la Paix* montée par la Turquie contre le PYD. Malgré cela, Erdogan continue d'être une bête noire aux yeux du Congrès et de l'*establishment* politique américains. Cette inimitié va s'exacerber avec l'acquisition de S-400 russes par les Turcs et déclencher des sanctions contre la Turquie. (DimitarBechev, Popescu, & Secrieru, 2021, p. 88)



En réalité, Donald Trump a semblé vouloir minimiser la responsabilité turque dans l'achat des *S-400*, assurant qu'elle incombait plutôt à Barack Obama qu'il a accusé d'avoir voulu imposer des conditions exagérées à la partie turque pour l'achat de systèmes *Patriot*. Cela ne l'a pas pour autant empêché, dès les premières livraisons d'éléments des systèmes *S-400* en Turquie, de prendre des mesures de coercition à l'encontre de la Turquie concernant le programme des *F-35*, à savoir : éviction de la chaîne de fabrication, cessation du programme d'entraînement des pilotes turcs et impossibilité pour la Turquie d'acquérir ces avions. (Billion, 2021, p. 134)

Les responsables américains s'inquiètent du fait que le *S-400* pourrait compromettre ses avions de combat furtifs de *Lockheed Martin F-35*, un appareil que la Turquie aide à construire et qu'elle prévoit d'acheter. Le président américain Trump a indiqué qu'il était mal à l'aise avec la décision turque, mais a noté que la Turquie a pris la décision d'acheter à la Russie seulement après s'être vu refuser l'accès aux derniers systèmes américains, une allusion apparente au bilan de son prédécesseur, le président Obama. (NormanA, Graham, Lindahl, & Kocaoglu, 2021, p. 181)

Le Sénat américain a réagi en exigeant que le Pentagone prépare un rapport précisant si l'achat de la Turquie compromettrait sa participation au projet d'avion à réaction *F-35*. En outre, de nombreux membres du Congrès estiment que l'achat par la Turquie du système *S-400* expose Ankara à des sanctions au titre de la loi CAATSA (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act), qui prévoit déjà des sanctions spécifiques à l'encontre des entreprises russes qui fabriquent le système *S-400*. (Cagaptay, 2020, p. 153)

Nombreux sont ceux qui, à Washington, qui pensent que si le système *S-400* devait être intégré en Turquie, Moscou pourrait alors recueillir des données de renseignement sur les équipements militaires de l'Otan. Les Américains craignent que des fuites ne fournissent des informations confidentielles sur l'avion de combat furtif *F-35*, un projet dirigé par les États-Unis, dans lequel la Turquie et un certain nombre d'autres alliés de l'Otan se sont associés depuis les années 1990 pour construire la prochaine génération d'avions de combat de l'Alliance. Non seulement Ankara a investi des centaines de millions de dollars dans le projet, mais elle est également le fournisseur exclusif de plusieurs pièces du *F-35*. (Cagaptay, 2020, p. 222)

## **6- Quelles évolutions politiques après l'acquisition des missiles S-400 ?**

La Turquie a testé le *S-400* mais ne l'a pas encore mis en service. Elle a promis avant le premier sommet post-Trump de l'Otan (juin 2020) de faire appel rapidement aux ingénieurs russes dans le pays pour les aider dans leur utilisation, une menace pour les alliés de l'Otan, suggérant de ne déployer le système qu'occasionnellement en cas d'une réelle menace.

Alors que la signature annoncée d'un énième nouveau contrat pour l'achat du *S-400* est retardée, tous les signes indiquent que la prise de contrôle du système russe a pour objectif de démontrer que la Turquie dispose d'alternatives géopolitiques tout en reprenant les discussions sur la coopération en matière d'armement avec l'Occident. (Facon, 2022, p. 126)

Concernant la vente de missiles *Patriot* à la Turquie, les discussions turco-américaines à ce sujet seraient toujours en cours même si les firmes turques ont continué à produire des pièces pour le programme *F-35* (et les Américains à les acheter, jusqu'en 2022).

Cependant, la relation entre les États-Unis et la Turquie peut être plus compliquée sous le président Joe Biden, connu pour avoir peu de sympathie pour son homologue turc. La possibilité d'acheter une nouvelle série de *S-400* est à nouveau évoquée. Compte tenu de l'impact de nombreuses publications sur ce sujet au cours des cinq dernières années, ces déclarations sont accueillies avec prudence par les experts russes, confirment probablement avant tout que la principale variable d'ajustement du partenariat russo-turc réside dans le positionnement des tiers occidentaux. (Facon, 2022, p. 129)

Il convient également de noter que depuis l'achat du *S-400*, Ankara est fréquemment intervenue dans le domaine militaire et a exporté des drones afin de freiner l'influence de Moscou en Europe de l'Est et ailleurs. En Libye, en Syrie, dans le Caucase (aux mains de l'armée azerbaïdjanaise contre les forces arméniennes) ou dans la région du Donbass à l'automne 2021 (aux mains de l'armée ukrainienne contre les forces séparatistes pro-russes), les cibles des drones turcs étaient bien souvent des armements russes. (Andlauer, 2022, p. 108)

## Conclusion

Au moment où l'Administration américaine veut se concentrer sur la montée de l'influence de la Russie et de la Chine sur la scène internationale, il semble qu'elle ait désespérément besoin d'Ankara. Malgré sa coopération étendue avec la Russie, la Turquie est l'un des rares membres de l'Otan à fournir un soutien réel à l'Ukraine en exportant des drones vers Kiev. De plus, il existe des projets de coopération militaire entre les deux pays dans les domaines des missiles et des navires, domaines dans lesquels l'Ukraine a des carences.

Les dirigeants de la Géorgie, de la Pologne et de l'Ukraine (tous en désaccord avec la Russie), se sont rendus en Turquie en avril 2021. Au cours de ces visites, Erdogan s'est engagé à soutenir pleinement la candidature de la Géorgie à rejoindre l'Otan. Il a, en outre, conclu un contrat de drones avec la Pologne et soutenu l'Ukraine dans sa confrontation avec la Russie. La Turquie a également pris une part active en 2021 aux exercices *Steadfast Defender* de l'Otan en Roumanie. (OTAN, 2021)

La Turquie ouvrira certainement des négociations sur le modèle d'utilisation par la Grèce des missiles *S-300* en Crète. Elle pourrait proposer à ce que le *S-400*, ne soit pas utilisé régulièrement qu'en cas d'une réelle menace. Elle pourrait aussi proposer une nouvelle formule au président Biden, pour déployer des missiles *S-400* sur la base aérienne d'Incirlik dans le sud de la Turquie où se trouvent les Américains, sans aucune participation russe à son exploitation ou à sa maintenance. Ainsi Ankara aurait le contrôle total des systèmes *S-400*.

Enfin, les États-Unis et la Turquie pourraient s'entendre sur ces questions et la conclusion d'un accord serait le résultat de négociations politiques et non militaires ou techniques. Étant donné que le *S-400* est un système entièrement mobile, il s'agit d'un système monté sur camion qui peut être déployé à divers endroits en Turquie. À cet égard, il n'y a pas de différence technique entre son activation à Ankara et son activation ailleurs. Mais si le système *S-400* est maintenu actif pendant longtemps, les Turcs sont dans l'obligation en l'occurrence de maintenir des liens étroits avec la Russie.

## Bibliographie

- 1) Andlauer, A. (2022). *La Turquie d'Erdogan*. Monaco: Rocher.
- 2) Billion, D. (2021). *La Turquie, un partenaire incontournable*. Paris: Eyrolles.
- 3) Cagaptay, S. (2020). *Erdogan's Empire*. London: I.B.Tauris.
- 4) Dam, N. V. (2017). *Destroying a Nation, The Civil War in Syria*. London: I.B.Tauris.
- 5) DeTanguy, A. (2019). *La Russie dans le monde*. Paris: CNRS.
- 6) DimitarBechev, Popescu, N., & Secieru, S. (2021). *Russia Rising :Putin foreign policy in the Middle East and North Africa*. London: I.B. Tauris.
- 7) Facon, I. (2022). *Russie-Turquie : un défi à l'Occident ?* Paris: Passés Composés.
- 8) Gliniasty, J. D. (2022). *La Russie : un nouvel échiquier*. Paris: Eyrolles.
- 9) Harunoğlu, N. Ç., Sever, A., & Erşen, E. (2021). *Turkey Between the United States and Russia*. Maryland: Lexington Books.
- 10) Lombardi, R. (2020). *Poutine d'Arabie*. Versailles: VA.
- 11) NormanA, Graham, Lindahl, F., & Kocaoglu, T. (2021). *Making Russia and Turkey great again ?* Maryland: Lexington Books.
- 12) OTAN. (2021, mai 06). *L'exercice Steadfast Defender 2021 met à l'épreuve la disponibilité opérationnelle de l'OTAN et la mobilité militaire*. Récupéré sur <https://www.nato.int>.
- 13) Turner, M. R. (2016). *Dissuader pour défendre : L'Otan après le sommet de Varsovie*. Bruxelles: Assemblée parlementaire de l'Otan.
- 14) Vasiliev, A. (2020). *Russia's Middle East Policy: from Lenin Putin*. London: Routledge.